

Le mythe de Rabin le pacificateur

Description

Le culte de la personnalité autour d'Yitzhak Rabin cache le fait que les accords d'Oslo n'ont pas été ratifiés avec sa mort, mais ont obtenu exactement ce qu'il voulait.

Par Amjad Iraqi 27 septembre 2020



Le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin s'exprimant lors d'une conférence de presse à Paris, le 7 juillet 1994. (Saar Yaacov/GPO)

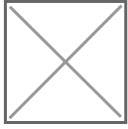
Alexandria Ocasio-Cortez a eu raison d'annuler sa participation à un événement en l'honneur du premier ministre israélien Yitzhak Rabin. Après l'annonce que la députée devait prendre la parole lors d'un mémorial organisé par *Americans for Peace Now* fin octobre, les Palestiniens et leurs alliés ont partagé des archives historiques et des histoires de famille sur les médias sociaux pour expliquer pourquoi Rabin, qui a été assassiné par un extrémiste de droite israélien il y a 25 ans, n'était pas un homme de paix.

À bien des égards, cette saga est une minuscule note de bas de page dans l'histoire de la politique américaine de changement de cap des progressistes sur Israël. Mais la réaction des militants des droits des Palestiniens et le fait qu'Ocasio-Cortez ait couté leurs voix marquent un moment important de cette histoire. Malgré certaines réticences, les défenseurs de la Palestine remettent les pendules à l'heure en ce qui concerne l'un des mythes les plus nuisibles du conflit : les accords d'Oslo et par association, Yitzhak Rabin étaient une force de paix.

Au cours du débat sur cet événement d'AOC, certains commentateurs ont souligné à juste titre que l'héritage de Rabin était plus complexe que ce que d'autres laissaient entendre. La décision de Rabin de mettre sa carrière au service des négociations avec l'Organisation de libération de la Palestine était autrefois une perspective impensable pour la plupart des Israéliens et était en effet audacieuse. Son action auprès des citoyens palestiniens d'Israël pour aider à conserver un mandat gouvernemental et à faire avancer les accords était sans précédent ; de nombreux citoyens palestiniens ont soutenu le processus de paix et ont même pleuré la mort de Rabin. De plus, les dirigeants palestiniens n'étaient pas moins entachés par les crimes qu'ils avaient ordonnés ou commis, et pourtant, eux aussi étaient capables de changer.

Ces nuances ne compensent cependant pas le problème fondamental de la manière dont Rabin est vénéré en Israël et à l'étranger. Son personnage de « guerrier devenu pacificateur » est presque exclusivement centré sur les quatre dernières années de sa vie, dont cinq décennies ont été définies par des vues bellicistes et militaristes (Shimon Peres, le rival de

Rabin devenu pacifiste, a finalement reçu le même traitement idolâtre). Ce culte de la personnalité, à laborer avec passion par la gauche sioniste en Israël et les sionistes libéraux aux États-Unis, s'est appuyé en particulier sur un argument contrefactuel : s'il n'avait pas été tué, Rabin aurait peut-être contribué à la solution des deux États.



Le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin quittant un quartier général militaire après une visite à Hébron, le 15 octobre 1976. (Saar Yaacov/GPO)

Ironiquement, la première personne à contester ce récit est peut-être Rabin lui-même. Les mots « État palestinien » n'apparaissent pas dans les accords qu'il a signés, un fait que lui et d'autres responsables israéliens ont pris soin de valider. Un mois avant son assassinat, Rabin a déclaré à la Knesset que sa vision était de donner aux Palestiniens « une entité qui est moins qu'un État » à un prix décent. L'État-minus a pris forme aujourd'hui par Netanyahu et décrit dans le « Pacte du siècle » de Trump. Rabin a également insisté sur le fait que la vallée du Jourdain resterait la « frontière de sécurité » d'Israël et le plan même qui a suscité un tollé international cette année, lorsque Netanyahu s'est engagé à annexer officiellement la région.

Si les paroles de Rabin étaient simplement politiques pour les lecteurs israéliens, les actions de son gouvernement étaient plus claires. De 1993 à 1995, selon *La Paix Maintenant*, Israël a lancé la construction de plus de 6400 unités de logement dans les colonies. Pendant cette période, selon *Bat-Tselem*, Israël a également démoli au moins 328 maisons et structures palestiniennes, y compris à Jérusalem-Est, que Rabin a cherché à maintenir « uni » sous la souveraineté israélienne. Le résultat a été que la population des colons israéliens a augmenté de 20 000 personnes et que les Palestiniens ont été déplacés par milliers, alors que Rabin était assis à la table des négociations.

Pendant ce temps, le gouvernement de Rabin a utilisé Oslo non pas comme un plan pour mettre fin à l'occupation, mais pour la restructurer et minimiser le coût pour les Israéliens. Le fardeau du contrôle de la population occupée a été transféré à l'Autorité palestinienne nouvellement créée, qui a primé la résistance non violente et ciblé les militants armés au nom d'Israël. Le protocole de Paris, qui tenait effectivement l'économie palestinienne et ses ressources en otage de la volonté des Israéliens, a encore renforcé l'exploitation économique des Palestiniens. Ces systèmes sont toujours en place aujourd'hui, deux décennies après la date d'expiration d'Oslo.

Un manteau de « paix »

Autant donner à l'association presque sacro-sainte de Rabin avec le processus de paix, beaucoup de gens oublient facilement qu'il n'est même pas celui qui l'a initié. C'est Yasser Arafat, le président de l'OLP, qui a fait les premières ouvertures de négociations dès 1973 (et qui ont été rejetées pendant des années par Israël et les États-Unis). Arafat a mis son leadership et l'unité du mouvement national palestinien pour la poursuite d'un État sur une fraction de la Palestine historique. Et c'est lui qui a poussé l'OLP à reconnaître Israël en

1988, cinq ans avant même la signature d'Oslo; aucun dirigeant israélien, y compris Rabin, n'a jamais reconnu un État de Palestine.



Le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Peres, signe les accords d'Oslo sur la pelouse de la Maison Blanche. Derrière lui se trouvent le président américain Bill Clinton, le président de l'OLP Yasser Arafat, le premier ministre israélien Yitzhak Rabin, le premier ministre palestinien Mahmoud Abbas et d'autres dirigeants mondiaux, Washington DC, 13 septembre 1994. (Avi Ohayon/GPO)

Pourtant, Arafat ne mérite pas non plus l'héritage d'un héros. Son virage autoritaire a miné la résistance palestinienne locale et a rompu la tradition de combat et de consensus de l'OLP. Sa recherche obsessionnelle du patronage américain et son consentement aux conditions déshonorantes d'Oslo ont en fait vendu les personnes qu'il était censé représenter. Son approbation de la violence gratuite de la seconde Intifada a irrémédiablement marqué les sociétés palestinienne et israélienne. Tout en contribuant à la lutte palestinienne, Arafat a également été une cause clé de son effondrement.

Il est vrai que de nombreux Palestiniens, comme les Israéliens, étaient d'un optimisme prudent à propos d'Oslo. Mais comme ils ont mis en garde des critiques comme Edward Said, les accords ont toujours été une illusion. Alors que l'occupation se renforçait, la mort de Rabin est devenue un outil pratique pour les sionistes libéraux afin de maintenir cette illusion, en utilisant des arguments contrefactuels pour justifier le paradigme des deux États alors que les preuves sur le terrain prouvaient le contraire. Le résultat, comme le montre l'événement commémoratif du mois prochain, est que beaucoup n'ont pas encore pris conscience d'une vérité importante : Oslo n'a jamais déraillé la cause de la mort de Rabin elle a réalisé exactement ce que Rabin avait prévu de faire.

Plus important encore, les mythes qui entourent Rabin ont détourné l'attention de sa faute la plus flagrante : sa croyance en la suprématie juive en Palestine, et sa volonté de commettre des atrocités pour la poursuivre.

C'est pourquoi, en tant que commandant de la guerre de 1948, Rabin a signé l'ordre d'expulser plus de 50 000 Palestiniens lors de la fameuse « Marche de la mort de Lydd ». C'est pourquoi, lors de son premier mandat de Premier ministre dans les années 1970, il n'a pas fait grand-chose pour freiner l'entreprise de colonisation naissante, malgré son aversion pour le mouvement. Et c'est pourquoi, face à la désobéissance civile palestinienne lors de la première Intifada, le ministre de la Défense de l'époque, M. Rabin, a donné à l'armée une doctrine simple : « briser leurs os ». Quand cela n'a pas réussi à pacifier les Palestiniens, il n'a eu d'autre choix que de changer de stratégie. Oslo est finalement devenu la dernière contribution de Rabin à la cause sioniste : un manteau de « paix » pour dissimuler la prochaine étape de la domination coloniale.

Amjad Iraqi

Amjad Iraqi est rédacteur en chef et écrivain au magazine +972. Il est également analyste politique au sein du groupe de réflexion Al-Shabaka, et était auparavant coordinateur du plaidoyer au centre juridique Adalah. C'est un citoyen palestinien d'Israël, basé à Haifa.

Traduction : GD pour l'Agence Média Palestine

Source: [+972](#)

date création
2020/10/01